Prisonnier de guerre en Normandie

Johann Maes

Je suis à la fois étonné et content que, 65 ans après, à Bazenville on pense encore à moi, le *prisonnier de guerre*[1] Johann Maes, et qu'une arrière petite-fille de mon patron de l'époque, Georges Birée, veuille écrire un livre sur son pays natal dans lequel il doit être question de moi. Je suis maintenant âgé de 94 ans et beaucoup de mes souvenirs, des bons comme des mauvais, ont disparu.

À Bazenville, vu que j'avais potassé le français pendant quatre ans à l'école, je me suis fait appeler « Jean ». En Normandie aussi je me suis efforcé, avec un certain succès, d'améliorer mon français. Mais c'était souvent difficile parce que très fréquemment les gens parlaient en *patois* normand.

Je suis né en 1920, mon père n'était revenu que deux ans auparavant de la première guerre mondiale, j'ai grandi avec mes deux frères et ma sœur dans la paisible région de Basse-Rhénanie[2]. Mes frères eux aussi ont été mobilisés pendant la seconde guerre mondiale, qui a causé tant de malheurs, mais heureusement ils sont tous les deux rentrés sains et saufs à la maison. En 1940 – la campagne de Hitler en France était déjà terminée – je fus incorporé dans l'armée. Je fus envoyé au front dans une unité blindée en Afrique du Nord où, après les succès du début, l'ensemble de l'Afrikakorps fut encerclé et fait prisonnier en mai 1943. Après une traversée de l'Atlantique qui a duré 21 jours, nous sommes arrivés à Norfolk en Virginie, de là nous avons été transférés dans le camp de prisonniers de Fort Leonard Wood dans le Missouri, plus tard dans le Camp Grant dans l'Illinois et finalement dans le Fort Custer dans le Michigan. De là nous devions au bout de deux ans et demi de captivité être libérés et renvoyés au pays. C'est ce qu'on nous avait dit! Mais il en fut tout autrement.

Le « bateau des rapatriés » accosta en fait au Havre où on nous annonça que désormais nous étions des prisonniers de guerre aux mains des autorités françaises. On peut bien imaginer quelle fut notre amère déception.

La France aussi était sortie exsangue des dures années de guerre et avait besoin de main d'œuvre, avant tout dans l'agriculture. Alors, l'accord que la France avait passé avec les Américains pour qu'ils lui livrent des prisonniers de guerre allemands tombait à pic. L'Amérique était riche, nous y avions vécu dans l'abondance, maintenant commençaient des temps beaucoup plus durs. Dans le camp de transit près du Havre tout était complètement trempé, l'intérieur comme l'extérieur des bâtiments. Il avait dû pleuvoir des journées entières. Un médecin militaire, procédant sommairement, regroupa à part les prisonniers malades et

[1] N.d.T. Les mots en italiques sont en français dans le texte.
[2] N.d.T. Région la plus au nord de la vallée du Rhin en Allemagne, à la frontière avec les Pays-Bas.

inaptes au travail. Tous les autres furent transbahutés dans des wagons vers le camp de Fleury-sur-Orne. C'est là que commença la période la plus difficile de toute ma captivité.

Pas d'abris en dur – des trous creusés dans la terre de 3m sur 4 et de 1,5 m de profondeur, une toile de tente trouée tendue par-dessus, rien sur le sol, à l'intérieur un vieux poêle cylindrique mais pas de combustible – c'est là-dedans que nous avons habité de janvier à mars[3]. C'était un hiver très froid. La « nourriture » : pas assez pour vivre, trop pour mourir. 300 grammes de pain par jour et une soupe de légumes contenant essentiellement de l'eau. Les conditions d'hygiène : catastrophiques.

Des paysans à la recherche de main d'œuvre venaient peu à peu chercher dans ce camp de misère des prisionniers pouvant les aider dans leurs travaux agricoles. C'est ainsi qu'un jour moi aussi – peut-être bien à la mi-mars 1946 – on me fit venir à la porte du camp. Là se tenaient deux hommes accompagnés d'un gardien français. L'un d'eux m'examina de la tête aux pieds et me demanda : « *Quelle profession?* ». De peur qu'il ne me prît pas, si j'indiquais mon métier de « gratte-papier », j'ai montré du doigt des ouvriers qui à proximité déchargeaient du charbon et j'ai dit : « *Charbon* ». Cela suffit. Dans une vieille automobile peu spacieuse les deux hommes (j'appris plus tard qu'il s'agissait du maire de Bazenville, Monsieur Raoul, et de mon nouvel « employeur », Georges Birée) m'emmenèrent avec mon sac de marin à Bazenville.

La grande cour de la ferme, encadrée de solides bâtiments, me fit une bonne impression. En premier lieu, je fus invité, moi le *prisonnier* affamé, à *faire la collation.* Quel événement ! Et puis on me mit tout de suite au travail alors que le soir approchait : je devais empiler du bois de chauffage. Pour le repas du soir je fus admis à la longue table familiale avec le patron, la patronne et les enfants : Louis (13 ans), Alice (9 ans), Georges (6 ans) et Sylvain (4 ans). Ensuite on m'attribua dans la maison d'habitation une pièce avec un lit (!!!).
J'étais aux anges parce qu'à cette époque ce n'était pas le sort habituel des prisonniers de guerre, ni en Allemagne ni ailleurs.

Lorqu'il fit jour le lendemain, j'entendis quelqu'un frapper à la porte et la voix du *patron* : « *Jean, debout!* » Au petit déjeuner, je fis la connaissance du valet de ferme François Riou avec lequel désormais je devais chaque matin préparer moi-même le petit déjeuner. Les premiers jours, le travail consistait à *boucher les trous*, c'est-à-dire combler à la pelle les trous creusés par les Anglais pendant la guerre pour s'abriter des éclats d'obus ou de bombes et qu'ils avaient laissés un peu partout dans les prés.
Ici je dois souligner qu'on manquait de tout, surtout de bons outils de travail et d'appareils équipés d'un moteur. Les Birée n'avaient repris la ferme que peu de temps auparavant et avaient déménagé de Villiers-le-Sec à Bazenville. *Grand-mère* et la petite Marie-Louise âgée

[3] Janvier à mars 1946

d'un an habitaient encore là-bas et sont venues plus tard à Bazenville. En tant que nouveaux fermiers d'une exploitation de 90 hectares les Birée n'avaient pas la partie facile. À part l'éclairage, et encore dans peu de pièces, il n'y avait rien qui fonctionnait à l'électricité, aucun appareil. Il fallait pomper à la main l'eau nécessaire aux hommes et aux animaux. Certes, il y avait quatre chevaux mais aucun tracteur, il n'y avait pas encore de trayeuse. L'*écrémeuse*, la baratte, tout était actionné à la main. Faire fonctionner ces deux appareils devint ma tâche de tous les soirs.. La *patronne* aurait vu d'un très bon œil que j'apprenne aussi à traire les vaches. Mais je n'y suis pas du tout arrivé. Aujourd'hui encore Alice affirme : « C'est juste qu'il ne voulait pas ! » C'était aussi un dur labeur de donner à boire au bétail l'été dans les prés. Il n'y avait pas d'abreuvoirs automatiques. Une grosse *barrique*, fixée sur une charrette, devait être remplie à la ferme avec de l'eau pompée à la main, un cheval était attelé et la barrique apportée aux vaches qui poussaient des mugissements. En hiver, le bétail devait être nourri dans l'étable. Donner à manger aux bêtes, nettoyer l'étable, changer la litière. Les chevaux Carnac, Pilote et Solide étaient bien loin de travailler autant que moi. Partout dans la ferme je devais mettre la main à la pâte.

J'aimais mieux les travaux des champs avec les chevaux. Passer la herse, le rouleau, plus tard aussi labourer. Dans l'empilement des tas de foin et le chargement de la haute charrette à foin je n'étais vraiment pas maladroit, ce qui me valut les louanges du chef. Ensuite la moisson : mener les chevaux devant la *faucheuse-lieuse*, dresser les gerbes pour former des moyettes[4], construire des meules de blé en empilant les gerbes, rentrer la récolte entassée jusqu'en haut de la *charrette*. Pendant le temps de la moisson, à vrai dire presque toujours, on employait aussi des travailleurs locaux. Ils n'allaient jamais dans les champs sans un petit tonneau en bois rempli de *cidre*, autant que possible *du gros*, ce que le patron ne voyait pas d'un très bon œil. Je fus rapidement considéré comme un des leurs et me suis toujours bien entendu avec eux. On avait peu de contacts à la ferme avec les autres habitants du village. Je n'ai jamais rencontré d'hostilité chez eux, quand ils avaient compris ma situation, se disant : « Mais c'est quelqu'un comme nous, après tout. » Cependant avec une exception. Dans les premières semaines à Bazenville, je devais aller chercher du pain chez le boulanger qui m'accueillit par ces mots : « Fous le camp, le *boche* ! Vous les Allemands, vous avez tué mon fils pendant la guerre ». Cela me fit très mal.

Pendant un an je fus le seul « *P.G.*[5] » à Bazenville. Je pouvais me déplacer librement, aucun personnel de surveillance, aucun contrôle. A Villiers, il y avait encore quatre camarades. Deux d'entre eux bénéficièrent d'une libération précoce en raison de leur grade (sous-officiers

[4] N.d.T. moyettes (mot régional normand) = petits tas de gerbes dressées les unes contre les autres de façon que la pluie n'y pénètre pas et qu'on fait dans les champs pour permettre au grain de sécher. On appelle ces moyettes aussi meulons.

[5] N.d.T. P.G. = prisonnier de guerre. Les prisonniers de guerre allemands en France portaient ces deux lettres peintes sur leurs vêtements.

supérieurs[6]). Je rencontrais presque chaque dimanche après-midi les deux autres, Hermann Meissen et Paul Rosenberg, tous deux de Basse-Rhénanie comme moi. Un jour, il vint à l'idée de ma paysanne de patronne qu'Hermann, maître charcutier de son métier, pourrait bien abattre un de nos cochons. Mais il n'y avait pas les outils nécessaires pour tuer le cochon à la maison. Pas de problème pour Herrmann. C'est avec une masse et des couteaux de cuisine qu'il s'est mis au travail. Mais que faire avec les soies du porc ? Hermann trouva la solution. Il fit un petit feu de paille et les élimina en les brûlant. Quel festin nous avons fait ! Une autre fois Paul, boulanger de son métier, a cuit dans le four de la cuisinière des Birée un délicieux gâteau aux pommes.

En 1947, le gouvernement français fit une proposition aux prisonners de guerre allemands (cf. annexes). Le statut de prisonnier pouvait être levé, on pouvait devenir travailleur libre et toucher un salaire normal, obtenir un congé pour aller au pays, mais on devait s'engager pour un certain temps. Hermann et Paul acceptèrent cette offre et obtinrent un congé. Après avoir vu la misère qui régnait au pays ils revinrent bien volontiers. Je ne me suis pas engagé parce que je comptais être libéré plus tôt. Était-ce une erreur?

Les prisonniers n'étaient pas payés. Tous les deux ou trois mois le *patron* se rendait à Fleury et allait chercher pour moi, quand c'était nécessaire, des vêtements de travail, quelques paquets de gauloises, des lames de rasoir émoussées, un morceau de savon abrasif au sable, etc. Mais Madame Birée me donnait en douce après les journées de travail particulièrement chargées quelques francs qui, cumulés avec la vente des gauloises au valet de ferme François, me firent un petit pécule suffisant pour m'acheter une paire de chaussures et des vêtements lorsque je fus libéré pour retourner au pays.

C'est seulement au bout de quelques mois que la *factrice* m'apporta la première lettre de chez moi et j'appris que la maison de mes parents avait été complètement détruite par l'aviation anglaise, que mon père, ma mère et ma sœur étaient encore en vie parce que, fuyant le front qui se rapprochait, ils s'étaient réfugiés chez des parents dans une région reculée.

De temps en temps le père Maas, lui-même également prisonnier de guerre, venait me voir à la ferme. Il s'occupait de nous les prisonniers sur le plan religieux. Au début de l'automne 1948, il vint avec la nouvelle tant attendue que ma libération était proche. Il m'apprit que le camp de Fleury n'existait plus et que nous étions maintenant rattachés au camp de Cherbourg. En octobre tout était prêt pour le retour. *Maître* Georges reçut la consigne de me déposer le jour X à la gare de Bayeux. Cela tombait bien pour lui car il devait de toute façon amener là-

---

[6] N.d.T. L'auteur, pour désigner leur grade, emploie entre parenthèses l'expression désuète « **höhere Chargen** », en usage pendant la seconde guerre mondiale. « **Chargen** » signifiant en langage militaire « Unteroffiziere » (sous-officiers), l'expression « **höhere Chargen** » correspondrait à sous-officiers supérieurs.
Selon la Convention de Genève, les prisonniers de guerre ayant le grade d'officier ou de sous-officier n'étaient pas obligés de travailler, contrairement aux hommes de troupe. Les sous-officiers allemands ayant travaillé volontairement bénéficiaient d'une libération précoce.

bas un chargement de blé. J'ai rangé mes cliques et me claques dans mon sac de marin. De peur que je meure de faim pendant le retour au pays, *Grand'mère* rotit un canard rien que pour moi, roula une boule de beurre salé. J'ai dû tout fourrer dans mon sac de marin plus une miche entière de pain. Les Birée n'avaient pas envie de me voir partir mais ils comprenaient bien que je veuille enfin rentrer à la maison. J'étais heureux.

À Bayeux, le père Maas nous attendait et rassembla encore quelques futurs rapatriés des environs. Puis nous sommes allés en train à Cherbourg. Le camp était convenable, rien à voir avec celui de Fleury. Depuis le camp nous pouvions voir le « Queen Elisabeh » qui se trouvait justement à ce moment-là dans le port. On nous fouilla encore– comme si souvent dans notre vie de prisonnier – pour voir si nous n'avions pas d'objets interdits sur nous. Notre patience fut mise à rude épreuve parce que, les cheminots faisant grève, le départ dut être retardé de quelques jours. Puis ce fut enfin l'heure du départ. À nos yeux les choses allaient trop lentement, chaque arrêt du train nous rendait nerveux. Lorsque nous avons passé la frontière en Sarre, il y avait partout des gens qui nous faisaient des signes. Le pays nous avait récupérés.

Nous avons dû passer encore par deux camps de libération, un dans la zone d'occupation française, un autre dans la zone anglaise. A l'occasion de ma libération, j'ai touché une aide de 40 DM[7]. Puis je suis allé en train à la maison en traversant des villes affreusement dévastées par les bombardements. C'est en tant que dernier rapatrié – mes deux frères étaient déjà là – que je me suis retrouvé devant la porte du voisin où mes parents avaient trouvé refuge après la destruction de leur propre maison et je pus prendre dans mes bras mon père, ma mère et mes frères et sœur. Un des plus beaux souvenirs de ma vie. Pendant huit années entières je n'avais pas vu ma famille ni mon pays.

Mon ancien patron m'avait écrit que je ne devais pas me faire de souci pour retrouver un emploi après mon retour. Après un bref congé, j'ai repris chez lui mon travail d'employé de commerce mais j'ai rapidement quitté cet emploi pour travailler dans l'administration fiscale.

Quand, 70 ans après, je jette un regard sur cette dure période de ma vie, ce sont les bons souvenirs qui dominent. C'était une époque de grande misère chez nous et en France aussi. Mais même si on manquait de tout, nous avions toujours à manger à Bazenville (toutefois jamais autant que lors de la *communion solennelle* d'Alice – cf. le document joint). J'ai été traité quasiment comme un membre de la famille, ce qui n'allait pas de soi.

---

[7] N. d. T. DM = **Deutsche Mark**. Suite à la réforme monétaire du 20 juin 1948, le **Deutsche Mark** avait remplacé le Reichsmark dans les zones d'occupation américaine et anglaise puis française. A l'occasion de cette réforme, chaque Allemand a reçu une somme de 40 DM. On comprend ici pourquoi Johann Maes, rentrant en octobre 1948 en Allemagne, touche la même somme.

Une entente entre les peuples à petite échelle. Le contact avec la famille Birée n'a pas été interrompu, jusqu'à aujourd'hui. Je suis allé deux fois avec ma femme à Bazenville. Tous les enfants Birée nous ont rendu visite ici, même le maire actuel de Bazenville, Marcel Dubois, qui à l'époque, lorqu'il avait 5 ans, venait jouer dans la cour de la ferme. Malheureusement, je n'ai presque rien conservé de la correspondance avec les Birée. Je joins des copies de ce qu'il en reste, notamment des lettres de Louis, entre-temps décédé, qui fut soldat là où commence mon histoire- en Tunisie.

Traduit de l'allemand par Philippe THIERRY